

NOUVELLE SERIE

Révolution 6 Internationale



LA CRISE

PETROLE

PROCHE ORIENT

CRISE ET INFLATION

INCULPES A BARCELONE

CHILI

PETITS COMMERÇANTS

IMMIGRES

K.A.P.D.

nov.-déc 73

SOMMAIRE

CRISE DU PETROLE ET RECESSION.	Page 1
L'IRRESISTIBLE CHUTE D'ALLENDE	Page 3
SURPRODUCTION ET INFLATION	Page 8
LA GREVE DES PETITS COMMERÇANTS ET LE PROLETARIAT.	Page 28
LA 4ème GUERRE DU PROCHE-ORIENT	Page 32
A PROPOS DES IMMIGRES.	Page 46
LA "GAUCHE" ALLEMANDE :APPORTS ET LIMITES.	Page 49
LES EMPRISONNES DE BARCELONE	Page 60

Pour tout renseignement, correspondance et échange de presse :
écrire :Révolution Internationale
Boîte postale n° 219
75827 Paris Cedex 17

Pour tout abonnement et versement :
Robert Camoin
CCP 714 43 MARSEILLE

CRISE DU PETROLE **ET RECESSION**

Au moment où nous sortons le n°6 de R.I., un vent de panique s'est mis à souffler sur le monde entier : depuis quelques jours, il n'est plus question que de la "crise du pétrole" et de ses effets désastreux sur l'économie mondiale. Les milieux officiels n'hésitent pas à parler de "croissance zéro" et de doublement du chômage pour 1974.

L'article qui suit, (Surproduction et Inflation), écrit avant la panique actuelle peut presque sembler démodé. Ainsi la question qu'il commence par poser : "La crise existe-t-elle ?", fait aujourd'hui sourire. Mais il n'en demeure pas moins d'actualité, dans la mesure où il tente de montrer les causes profondes de l'inflation qui continue à sévir, ainsi que de la récession que tout le monde prévoit maintenant pour 1974. Et en cela, il permet de répondre par avance à la campagne de mystification qui se développe sur "la crise du pétrole". En effet la situation présente appelle les remarques suivantes :

1° : Il est indiscutable que le ralentissement des livraisons de pétrole entraîne déjà d'importantes difficultés pour les économies des pays développés, qui en ont fait une matière première extrêmement importante. Il est hors de doute également que les hausses sur ce produit contribueront à aggraver encore l'inflation. Ceci dit, il faut préciser que la situation politique qui est à l'origine de ces mesures est elle-même provoquée par une guerre qui tire ses causes profondes de l'aggravation des tensions inter-impérialistes conséquentes de la crise du capital mondial. En ce sens on peut dire que, bien que facteur aggravant, la crise du pétrole n'est elle-même en dernier ressort qu'un sous-produit de la crise économique générale.

2° : La récession annoncée maintenant à grands cris pour 1974 a été prévue AVANT les derniers événements du Proche-Orient (en particulier par l'OCDE). L'actuelle crise du pétrole et le freinage de la croissance qu'elle provoque dans les pays affectés, ne pourra qu'aggraver cette récession. Mais elle n'en sera pas la cause. Même si la crise pétrolière se poursuit, elle ne sera que l'amplificateur d'un phénomène dont les racines sont ailleurs.

3° : L'extraordinaire battage qui est actuellement fait, dans le monde entier, autour des restrictions pétrolières n'est pas le seul résultat de l'affolement momentané, ni du goût du sensationnel des journalistes.

La bourgeoisie mondiale trouve dans cette crise un bouc-émissaire inattendu, mais particulièrement opportun pour précipiter une série de mesures "impopulaires" qu'elle devra prendre. Les classes dominantes savent que la "récession" prévue exigera des licenciements, du chômage, c'est-à-dire d'attenter à un des seuls avantages réels que le capital ait été capable d'offrir au prolétariat depuis la deuxième guerre: la sécurité de l'emploi. Celle-ci lui permettait de supporter une deshumanisation accélérée de sa vie et de son exploitation. Les classes dominantes savent qu'elles devront s'attaquer de plus en plus violemment aux salaires réels de la classe ouvrière. Elles savent aussi que depuis quelques années, il n'est pas aisé de s'attaquer trop brusquement au niveau de vie des travailleurs. La conscience des capitalistes du monde entier est aujourd'hui pleine d'avertissements qui portent des noms comme Mai 68, Mai rampant italien, ou Gdansk 70.

La politique des pays producteurs de pétrole du Proche-Orient fournit dans ces conditions une occasion trop tentante de rendre effective une part de ces mesures, tout en en faisant porter la responsabilité sur cet homme à tout faire des moments difficile de la bourgeoisie : "l'étranger" (en l'occurrence les arabes). Si les choses sont bien faites, on peut même se payer le luxe d'une petite "union sacrée de toutes les classes" face à la difficulté. La manœuvre est trop intéressante pour ne pas la deviner derrière toutes les campagnes de propagande actuelles qui accompagnent un raz de marée totalement disproportionné de fermetures d'usines et d'élévation des prix (l'essence en particulier). La force mystificatrice de cette manœuvre doit être dénoncée.

Dans l'ambiance de panique que la bourgeoisie développe, une intervention militaire américaine au Proche-Orient, afin de rétablir "l'ordre pétrolier", apparaîtrait aux yeux des populations occidentales plus justifiée que lors des précédents conflits. La bourgeoisie aux abois aura de plus en plus à utiliser ce genre de mystifications. Dans cette tâche elle pourra compter sur les partis de gauche et sur les rabatteurs de ceux-ci : les gauchistes.

C'est pour cela que dans la période qui vient les révolutionnaires devront redoubler d'efforts pour mettre en lumière les véritables causes de la crise actuelle. Ils devront dénoncer toutes les mystifications véhiculées par les partis du capital, pour tenter de préparer le prolétariat à la guerre impérialiste; seule réponse possible du capital à la crise.

Les deux articles "Surproduction et Inflation" et "la 4ème guerre du Proche-Orient" s'inscrivent dans cet effort.

L'IRRESISTIBLE D'ALLENDE

CHUTE

Au Chili comme au Moyen Orient, le capitalisme montre une fois de plus que ses crises se paient du sang de la classe ouvrière. Comme la junte massacre les travailleurs et tous ceux qui s'opposent à la loi du capital, la "gauche" du monde entier s'unit dans un même chœur hystérique et mystificateur. Les résolutions parlementaires, les glapissements des "Cassandra" du Labour Party, la fureur des trotskystes criant : "Je vous l'avais bien dit", les grandes manifestations, tout cela n'est qu'un rabâchage soigneusement préparé par la gauche officielle et les gauchistes. Leur partenaire chilien, le défunt gouvernement de l'UNITE POPULAIRE d'Allende a préparé le massacre après avoir désarmé, matériellement et idéologiquement les travailleurs chiliens pendant trois ans. En considérant la coalition d'Allende comme celle de la classe ouvrière, en l'appelant "socialiste", toute la "gauche" a essayé de cacher ou de minimiser le rôle réel d'Allende et aidé à perpétuer les mythes créés par le capitalisme d'Etat au Chili.

Qu'est-ce qui était réellement le régime d'Allende ? Laissons les faiseurs de mythes de la gauche répondre à cette question ! Etait-ce un "gouvernement de la classe ouvrière" ? Mais comment la classe ouvrière pourrait-elle "gouverner" un Etat capitaliste (sa police, son parlement, son armée) ? Appuyer les syndicats ou le parlement, est-ce un critère pour la classe ouvrière ? Mais alors, ce serait dire qu'aujourd'hui, presque toutes les démo-

craties bourgeoises sont des "gouvernements de la classe ouvrière". Etait-ce un régime "socialiste" ? Seulement si l'on entend par là la politique du capitalisme d'Etat. La coalition d'Allende était-elle une expression de la force organisée des travailleurs révolutionnaires chiliens sur le lieu de la production, une expression de l'activité autonome des conseils ouvriers, des comités d'usine et de quartier ? La coalition d'Allende provenait-elle d'une énorme vague de surgissement de la classe ouvrière non seulement au Chili, mais aussi en Argentine, en Bolivie, au Pérou, aux USA, et dans le monde entier ? Cette coalition était-elle la réponse de classe des travailleurs à l'approfondissement de la crise du monde capitaliste en décadence ? Sa politique était-elle tout entière orientée vers l'abolition du mode de production capitaliste : abolition du salariat, de la marchandise, extension du mouvement révolutionnaire à toute la planète ? Non ? Bien sûr que non ! Mille fois non !

Toute la politique de l'UNITE POPULAIRE consistait à renforcer le capitalisme au Chili. Cette large faction du capitalisme d'Etat, qui s'appuie sur les syndicats (aujourd'hui devenus partout des organes capitalistes) et sur les secteurs de la petite bourgeoisie et de la technocratie s'est scindée depuis quinze ans dans les partis communiste et socialiste. Sous le nom de Front des Travailleurs, FRAP ou Unité Populaire, cette faction voulait rendre le capital ar-

riéré chilien compétitif sur le marché mondial. Une telle politique, appuyée sur un fort secteur d'Etat, était purement et simplement capitaliste. Recouvrir les rapports de production capitalistes d'un vernis de nationalisations sous "contrôle" ouvrier n'aurait rien changé à la base : les rapports de production capitalistes sont restés intacts sous Allende, et ont même été renforcés au maximum. Sur les lieux de production des secteurs public et privé, les travailleurs devaient toujours suer pour un patron, toujours vendre leur force de travail. Il fallait satisfaire les appétits insatiables de l'accumulation du capital, exacerbés par le sous-développement chronique de l'économie chilienne et une insurmontable dette envers l'étranger, surtout dans le secteur minier (cuivre) dont l'Etat chilien tirait 83% de ses revenus dans l'exportation. Ce n'est pas par hasard si la "gauche" a commencé à parler des travailleurs du cuivre en termes de "groupe privilégié", d'"aristocratie ouvrière", de "couche corporatiste", etc ; c'est ce secteur qui n'a pas accepté de marcher plus longtemps dans les mystifications d'Allende. C'est dans ce secteur que les contremaîtres de l'UNITE POPULAIRE ont totalement perdu la "bataille pour la production".

Une fois nationalisées, les mines de cuivre devaient devenir rentables. Dès le début, la résistance des mineurs contribua à détruire ce plan capitaliste. Au lieu d'accorder crédit aux slogans réactionnaires de l'UNITE POPULAIRE : "Le travail volontaire est un devoir révolutionnaire", la classe ouvrière industrielle du Chili, particulièrement les mineurs, a continué à lutter pour l'augmentation des salaires, et a brisé les cadences par l'absentéisme et les débrayages. C'était la seule façon de compenser la chute du pouvoir d'achat pendant les années précédentes, et l'inflation galopante sous le nouveau régime qui avait atteint 300% par an à la veille du coup d'Etat.

La résistance de la classe ouvrière à Allende a débuté en 1970. En décembre 1970, 4000 mineurs de Chuquica-

mata se mirent en grève réclamant des augmentations de salaires. En juillet 1971, 10 000 mineurs du charbon se mirent en grève à la mine de Lota Schwager. Dans les mines d'El Salvador, El Teniente, Chuquicamata, La Exotica, et Rio Blanco, de nouvelles grèves s'étendirent à la même époque, réclamant des augmentations de salaire.

Au début de 1971, la société nationale de cuivre chilienne, Codelco, avait prévu une production de cuivre de 840 000 tonnes pour 1971. En mai, à cause de nombreux problèmes techniques liés aux nationalisations et à la chute des prix du cuivre consécutive à la fin de la guerre du Vietnam, ses objectifs furent réduits à 625 000 tonnes. C'est à ce moment là que les grèves approfondirent réellement la crise du capitalisme chilien.

La réponse d'Allende fut typiquement capitaliste : alternativement, il calomnia puis cajola les travailleurs. En novembre 1971, Castro vint au Chili pour renforcer les mesures antiouvrières d'Allende. Castro tempêta contre les mineurs, et les traita d'agitateurs "démagogues" ; à la mine de Chuquicamata, il dit que "cent tonnes de moins par jour signifiait une perte de 36 millions de dollars par an".

Alors que le cuivre est la principale source de devises du Chili, les mines représentent seulement 11% du produit national brut, et emploient seulement 4% de la force de travail, c'est à dire environ 60 000 mineurs du cuivre. Quoi qu'il en soit, l'importance numérique de ce secteur de la classe est tout à fait hors de proportion avec le poids que les mineurs représentent dans l'économie nationale. Peu nombreux mais très puissants et conscients de l'être, les mineurs obtinrent de l'Etat l'échelle mobile des salaires et donnèrent le signal de l'offensive sur les salaires qui surgit dans toute la classe ouvrière chilienne en 1971. Des journalistes comme Richard Gott se mirent directement du côté du capital d'Etat en écrivant : "La grève prolongée d'El Teniente a été un facteur actif dans la chute d'Allende". Et il ajoute : "Tout gouvernement qui voulait vraiment agir en faveur du secteur le plus pauvre de la société chilienne, ne pouvait

inévitablement que voir d'un mauvais oeil les revendications salariales d'un groupe aussi privilégié que les mineurs du cuivre". (the Guardian, 1. 10. 73) Le même plunitif pense qu'Allende-le franc maçon était un "marxiste", tandis que le reste de la presse bourgeoise est d'accord pour affirmer que "la voie chilienne au socialisme" était une forme de "socialisme" qui a échoué. Les stalinien et les trotskystes bien sûr acquiescent, en conservant leurs différences talmudiques. De ces derniers, le capitalisme d'Allende a reçu un "soutien critique". Les anarchistes n'ont pas été de reste : "La seule porte de sortie pour Allende aurait été d'appeler la classe ouvrière à prendre le pouvoir pour elle-même, et de devancer le coup d'Etat inévitable" écrit le Libertarian Struggle (octobre 1973). Ainsi Allende n'était pas seulement "marxiste". C'était aussi un Bakounine raté. Mais ce qui est vraiment risible, c'est d'imaginer qu'un gouvernement capitaliste puisse jamais appeler les travailleurs à détruire le capitalisme !

En mai-juin 1970, les mineurs ont recommencé à bouger: 20 000 se mirent en grève dans les mines d'El Teniente et Chuquicamata. Les mineurs d'El Teniente revendiquèrent une hausse des salaires de 40%. Allende plaça les provinces d'O. Higgins et de Santiago sous contrôle militaire, parce que la paralysie d'El Teniente "menaçait sérieusement l'économie". Les managers "marxistes", membres de l'UNITE POPULAIRE ont vidé des travailleurs et envoyé des briseurs de grève. 500 carabiniers attaquèrent les ouvriers avec des gaz lacrymogènes et des canons à eau. 4000 mineurs firent une marche sur Santiago pour manifester le 14 juin, la police les chargea sauvagement. Le gouvernement traita les travailleurs d'"agents du fascisme". Le PC organisa des défilés à Santiago contre les mineurs, appelant le gouvernement à être ferme. Le MIR, "opposition loyale" extra-parlementaire à Allende, critiqua l'utilisation de la force et prit parti pour la "persuasion". Allende nomma un nouveau ministre des mines en août 1973 : le général Ronaldo Gonzalez, le directeur des munitions de l'armée.

Le même mois, Allende alerta les unités armées dans les 25 provinces du Chili. C'était une mesure contre la grève des camionneurs, mais aussi contre quelques secteurs de travailleurs qui étaient en grève, dans les travaux publics et les transports urbains. Pendant les derniers mois du régime d'Allende, l'ordre du jour devint des attaques généralisées et des meurtres contre les travailleurs et les habitants des bidonvilles, par la police, l'armée et les fascistes. A partir de ce moment, le cheval de Troie du capitalisme, l'UNITE POPULAIRE avait tenté d'affermir son soutien électoral dans toutes sortes de "comités populaires" hiérarchisés, comme les 20 000 environ qui existaient 1970, dans ces "comités de soutien au peuple" (JAPS) et finalement dans ces cordons industriels si vantés, que les anarchistes et trotskystes présentent maintenant comme des types de "soviets" ou de comités d'usine. Il est vrai que les cordons étaient dans la majorité des cas, l'oeuvre spontanée des travailleurs, de même que beaucoup d'occupations d'usine, mais ils finirent par être récupérés par l'appareil organisationnel de l'UNITE POPULAIRE. Comme un journal trotskyste l'admet lui-même "en septembre 1973, de tels "cordons" avaient surgi dans tous les faubourgs industriels de Santiago et les partis politiques de gauche poussaient à leur instauration dans tout le pays" (Red Weekly, 5.10.73). Les cordons n'étaient pas armés et n'avaient aucune indépendance par rapport au réseau des syndicats de l'UNITE POPULAIRE, des comités locaux, de la police secrète etc. Leur indépendance n'aurait pu s'affirmer que si les travailleurs avaient commencé à s'organiser séparément et contre l'appareil d'Allende. Cela aurait signifié ouvrir la lutte de classe contre l'UNITE POPULAIRE, l'armée et le reste de la bourgeoisie.

Le gouvernement d'Allende ne s'est pas contenté d'attaquer les travailleurs et les paysans; comme tous les gouvernements capitalistes, il avait aussi des luttes internes avec ses propres partisans. En 1970, un membre du MIR fut tué par un commando armé du PC, la "Ramona Parra Brigade" à Concepcion. Un groupe terroriste de guerrilla, le VOP, fut pulvérisé en 1971. En 1972, le MIR lui-même fut attaqué comme

"provocateur" par le PC. En avril 1972, même un "leader" trotskyste, Luis Vitale fut violemment battu par la police lors d'une manifestation qui fut réprimée avec matraques et gaz lacrymogènes. C'est le gouverneur, un membre du comité central du PC, Vladimir Chavez qui ordonna ces attaques. Les officiers de police étaient aussi membres du PC, chose très courante dès qu'il existe un important appareil du PC. Les perquisitions et la recherche d'armes et de guerrilleros en fuite ont toujours amené des dizaines de blessés et parfois des morts. La population était soumise par la terreur. En décembre 1971, Allende laissa Pinochet l'un des nouveaux dictateurs du Chili, se déchaîner dans les rues de Santiago. L'armée a imposé des couvre-feux, la censure de la presse, et des arrestations sans mandat. En octobre 1972, l'armée — la chère "armée populaire" d'Allende — fut appelée à participer au cabinet. Allende avouait par là l'incapacité de la coalition à mater et écraser la classe ouvrière. Il avait durement essayé mais avait échoué. Le travail dut être continué par l'armée sans fioritures parlementaires. Mais au moins, l'UNITE POPULAIRE avait aidé à désarmer les travailleurs idéologiquement : cela facilita la tâche des massacreurs le 11 septembre.

La classe ouvrière est restée en marge du coup d'Etat. En réalité, de nombreux militants se sont battus mais pour défendre leur vie, pas pour remettre en place le gouvernement des gardiens de la misérable UNITE POPULAIRE. Ceux qui se sont battus héroïquement firent en majorité les partisans que le gouvernement d'UNITE POPULAIRE avait dans les bidonvilles, une sorte de lumpenprolétariat le plus pauvre secteur de la société chilienne dont parlait Gott. Ces militants, une fois leurs rêves brisés souffrent terriblement. Ils étaient la chair à canon d'Allende, le soutien du MIR, un soutien qui succomba sous la démagogie populiste et nationaliste de la "gauche" chilienne. Dans l'ensemble, lors du coup d'Etat, la base de l'électorat d'Allende chancelait déjà. Les travailleurs des mines et des grandes entreprises ne réagirent pas. Cette lutte n'était pas la leur. On n'a appe-

lé à aucune grève générale et même si le CUT (Centrale Unifiée des Travailleurs) l'avait fait, il est probable que personne n'aurait suivi cet appel suicidaire. Allende avait raison de dire que "nos camarades n'étaient pas préparés."

En réalité, Allende a pris le pouvoir en 1970 pour sauver la démocratie bourgeoise dans un Chili en crise. Après avoir renforcé le secteur d'Etat d'une façon qui rentabilise la totalité de l'économie chilienne en crise, après avoir mystifié une grande partie de la classe ouvrière avec une phraséologie "socialiste" (ce qui était impossible aux autres partis bourgeois) son rôle était terminé. Exit the King. L'aboutissement logique de cette évolution, un capitalisme totalement contrôlé par l'Etat, n'était pas possible au Chili qui restait dans la sphère d'influence de l'impérialisme américain et devait commercer avec un marché mondial hostile dominé par cet impérialisme. La "gauche" et tous libéraux, humanistes, charlatans et technocrates se lamentent sur la chute d'Allende. Ils encouragent le mensonge du "socialisme" d'Allende pour tenter de mystifier la classe ouvrière. Déjà en septembre, à Helsinki, les sociaux-démocrates de tous bords qui représentaient 50 nations se sont réunis pour "chasser" la junte chilienne. On a ressorti le slogan pourri de l'antifascisme, pour détourner la lutte de classe, pour cacher que les prolétaires n'ont rien à gagner en luttant et mourant pour une quelconque cause bourgeoise ou "démocratique" (sous entendu impérialiste, d'est ou d'ouest). En France, Mitterand et le "Programme Commun de la Gauche", tous les curés progressistes et les canailles bourgeoises ont entonné le choeur antifasciste. Sous couvert d'"antifascisme" et de soutien à l'UNITE POPULAIRE, les divers secteurs de la classe dirigeante tentent de mobiliser les travailleurs pour leur replâtrage parlementaire. Face à cette nouvelle "brigade internationale" de la bourgeoisie, la classe ouvrière ne peut que montrer du mépris et de l'hostilité.

Les opportunistes de l'"extrême gauche" du capitalisme d'Etat jouent (évidemment !) le même rôle dans ce concert que le MIR dans celui d'Allende. Mais, quel

subtil mais !-Leur soutien est "critique". On ne pose-jamais les vraies questions en ces termes. La question n'est pas "parlement contre lutte armée", mais capitalisme contre communisme, antagonisme entre la bourgeoisie du monde entier et les travailleurs du monde entier. Nous, travailleurs, n'avons qu'un seul programme : l'abolition des frontières, l'abolition de l'Etat et du parlement, l'élimination du travail salarié et de la production marchande par les producteurs eux-mêmes, la libération de l'humanité tout entière amorcée par la victoire des conseils ouvriers révolutionnaires. Tout autre programme est celui de la barbarie, la barbarie et la duperie de la "voie chilienne".

TRADUCTION DU TRACT DE WORLD REVOLUTION
(Londres) DU 4.11.73.



SURPRODUCTION ET INFLATION

Cet article ne prétend pas traiter à fond des causes de la crise qui touche aujourd'hui l'ensemble de l'économie capitaliste (1). Il se propose seulement de tenter d'éclairer sous l'angle de la pensée révolutionnaire quelques-unes des manifestations de celle-ci et principalement celle qui aujourd'hui touche le plus directement les travailleurs : L'INFLATION.

LA CRISE EXISTE-T-ELLE ?

Aujourd'hui, cette question peut sembler farfelue. Inflation, crise du Système Monétaire International, plans de stabilisation, mesures d'austérité, conférences internationales : ces préoccupations sont devenues quotidiennes et à côté des retombées pétrolières de la guerre du Proche-Orient qui ne font que les aggraver, elles font la une de tous les journaux.

Dans les rangs de la bourgeoisie, le clan des "pessimistes" croît en nombre, et certains de ses "experts" n'hésitent pas à écrire :

"Aujourd'hui, le pire est devant nous. Nous allons vers le suicide collectif par les excès de toute sorte, comme dans le film "La Grande Bouffe". Il faut avoir le courage de le dire parce que "tout le monde veut l'ignorer" (2).

Si toutefois, nous posons la question "la crise existe-t-elle ?", c'est parce que l'évolution de l'économie capitaliste en 1972 et 1973 semble infirmer les craintes qui se manifestaient parmi les plumitifs du capital après la récession de 1971 ainsi que les perspectives que nous tracions dans notre article "La crise" (R.I. n° 6 et 7) :

- Ralentissement massif des échanges internationaux
- guerres commerciales entre les différents pays
- mise en place de mesures protectionnistes et éclatement des unions douanières
- retour à l'autarcie
- chute de la production

- augmentation massive du chômage
- baisse des salaires réels des travailleurs."

De ces prévisions, 1972 et 1973 n'ont confirmé que l'intensification de la guerre commerciale (par le biais des fluctuations des monnaies) et la dislocation des unions douanières (difficultés accrues du marché commun). Par contre les salaires ont réussi pour le moment à suivre l'inflation (particulièrement en France) ; après une pointe début 1972 le chômage a régressé, les échanges internationaux ne se sont jamais aussi bien portés (augmentations annuelles de 10 à 20 % suivant les pays) et 1972 marque une très nette reprise par rapport aux années précédentes, en particulier pour les Etats Unis qui connaissent leur plus forte croissance depuis la dernière guerre mondiale.

TAUX DE CROISSANCE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE			
	1963/70	1970 /71	1971/72
France	5,95%	5,67%	7,21%
G.B	3,25%	1,04%	2,06%
Italie	5,85%	-1,75%	2,39%
R.F.A	6,28%	1,76%	2,12%
U.S.A	4,82%	-0,18%	6,09%

Ces résultats ont conduit certains à conclure que l'économie mondiale avait surmonté sa mauvaise passe et était repartie pour un nouveau boom (il faut d'ailleurs remarquer que ces "optimistes" se recrutent plutôt parmi certains gauchistes (3) que parmi les "spécialistes" officiels qui eux ne se font pas trop d'illusions et, déjà avant la guerre du Proche-Orient, prévoyaient, tels l'OCDE et Giscard, une récession pour 1974). On a en particulier spéculé sur la possibilité pour l'inflation, telle qu'elle s'est développée en 1972-73, d'assurer une croissance continue.

Il s'agira pour nous d'expliquer pourquoi cette inflation et cette "mini-reprise" annonceront en fait des difficultés accrues pour l'économie capitaliste.

Un autre phénomène fait dire à certains que les difficultés actuelles n'ont rien à voir avec une crise de surproduction modèle 1929. Alors qu'en 1929 la crise s'était déclarée brutalement, en pleine période d'euphorie et qu'elle s'était traduite par un effondrement de la Bourse, on n'a pas vu dans la période actuelle de tel effondrement ni de la Bourse (4), ni de la production, mais essentiellement des difficultés sur le plan monétaire. Il s'agit donc de voir ce qui distingue les deux périodes et ce qui les identifie et d'expliquer comment la crise monétaire n'est qu'un reflet d'une crise des débouchés. C'est ce que nous ferons d'abord.

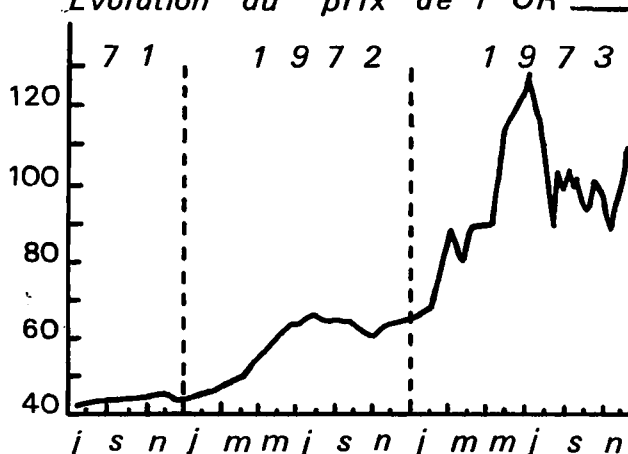
SURPRODUCTION ET CRISE MONETAIRE

Depuis quelques années, la "Crise Monétaire Internationale" est devenue une vedette des journaux. Les dévaluations du dollar succèdent aux réévaluations du mark, les flottements de la livre aux spéculations sur l'or et les conférences internationales de gouverneurs de banques centrales aux réunions à trois, à cinq ou à quarante-sept des ministres des finances. Sur le plan monétaire, tout le monde est d'accord pour répondre : "Oui, la crise existe". Et depuis quatre ou cinq ans, on convient aussi du fait que le "Système Monétaire International" issu des accords de Bretton Woods de 1944 n'est plus adapté aux besoins actuels de l'économie mondiale et que, par conséquent, il faut le réorganiser au plus vite. Mais forts pourtant de ces constatations, les bourgeois n'ont pas réussi encore à résoudre cette crise qui loin de s'atténuer va en s'amplifiant : 1973 a connu une seconde dévaluation du dollar encore plus forte que la précédente (décembre 71 : 8,57 % et mars 73 : 10 %) suivie d'une autre chute brutale en juillet, ainsi qu'une ascension vertigineuse du prix de l'or qui a triplé son prix officiel.

Cours du Dollar

	31 Mars 1970	24 Juil 1973
D.M	3,7	2,3
F.suisse	4,4	2,9
Livre	0,42	0,39
Yen	360	265

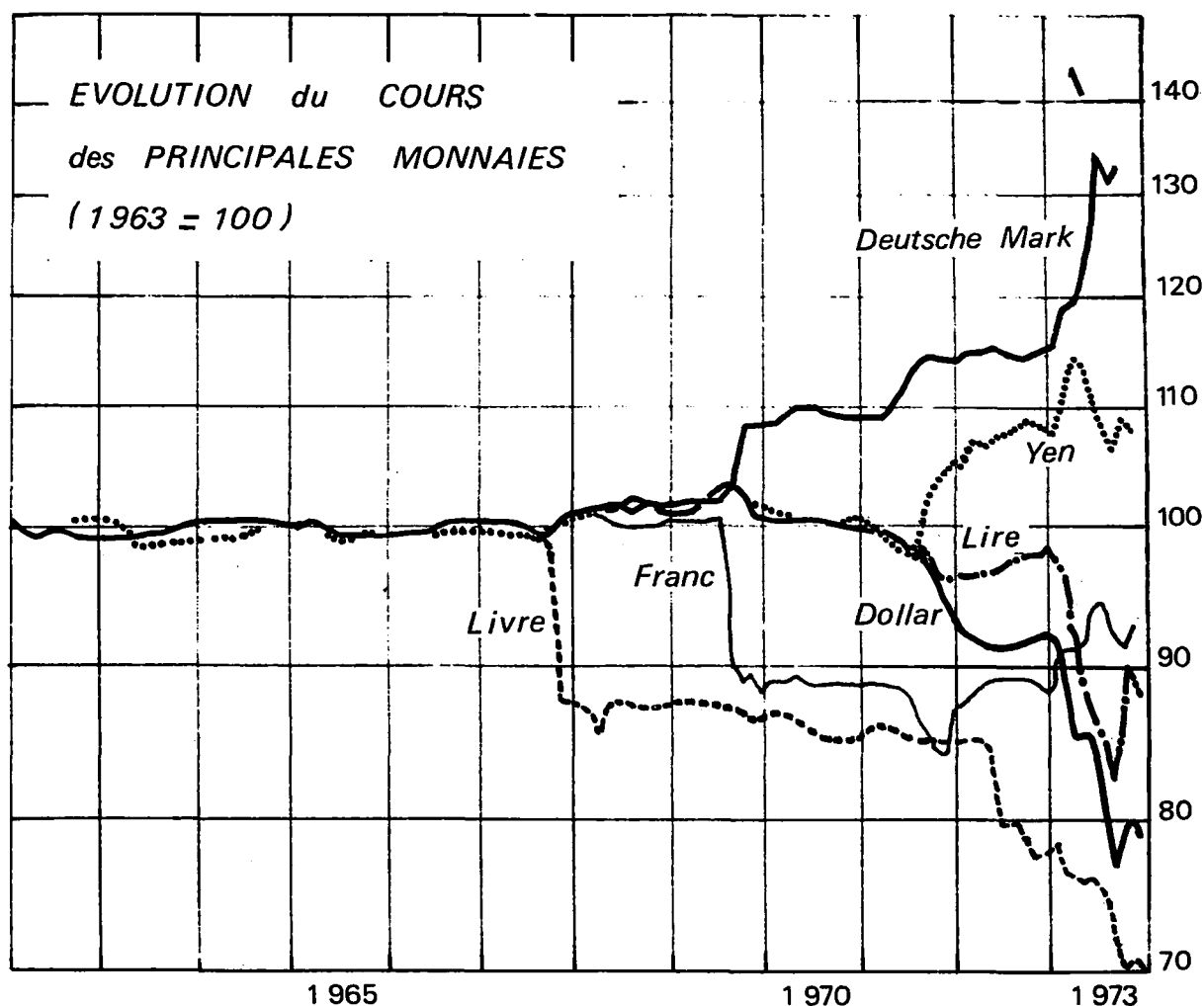
Evolution du prix de l'OR



Ces fluctuations ne faisant que refléter l'instabilité généralisée des monnaies depuis 1967 (voir schéma page suivante). Ce n'est qu'avec la récente conférence de Nairobi qu'un petit pas a été fait pour commencer à préparer cette réforme du S.M.I... et d'ailleurs les commentateurs s'accordent à dire que malgré les déclarations et le rapprochement des positions extrêmes (en fait alignement de celles des français sur celles des américains), rien n'est réglé et que l'avenir n'est pas rose.

Pourquoi donc cette incapacité des bourgeois à résoudre leurs problèmes monétaires et à se mettre d'accord sur un nouveau S.M.I. ?

Est-ce parce qu'ils sont incompetents et ne savent pas par quel bout entreprendre cette tâche ? La compétence ne manque certainement pas au service de la bourgeoisie : depuis de nombreuses années, toutes les sommités économiques, des académiciens aux prix Nobel, se penchent sur le chevet du S.M.I. malade et lui concoctent toutes sortes de potions magiques. Leur échec



ne signifie pas que ce sont des imbéciles mais tout simplement qu'ils se sont attaqués à un problème insoluble : remettre sur pied le Système Monétaire International alors que c'est l'ensemble de l'économie mondiale qui est malade, malade d'un mal dont l'issue fatale s'appelle guerre ou révolution.

En effet, la monnaie n'a pas une existence indépendante par rapport à l'ensemble de l'économie. Il y a monnaie parce qu'il y a marchandise et c'est parce que celle-ci a besoin, pour exister, qu'une marchandise spécifique s'autonomise par rapport aux autres que la monnaie revêt un certain aspect d'indépendance. Et c'est parce que la marchandise se trouve au coeur du mode de production capitaliste que les problèmes monétaires ont aujourd'hui une telle importance.

Le comportement de la monnaie au niveau international, sa stabilité aussi bien que ses fluctuations sont le reflet des conditions dans lesquelles se poursuit le mécanisme essentiel du mode de production capitaliste : la valorisation du capital. Cela est d'autant plus vrai aujourd'hui où la seule base sur laquelle repose la valeur de la monnaie d'un pays est la capacité de celui-ci à produire de façon rentable et à affronter la concurrence internationale.

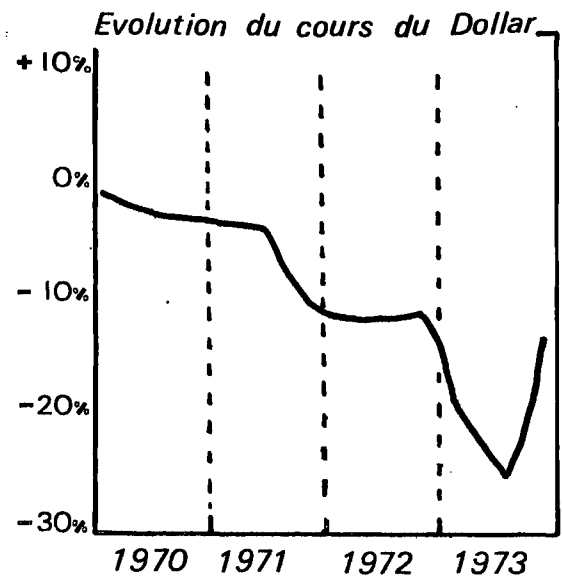
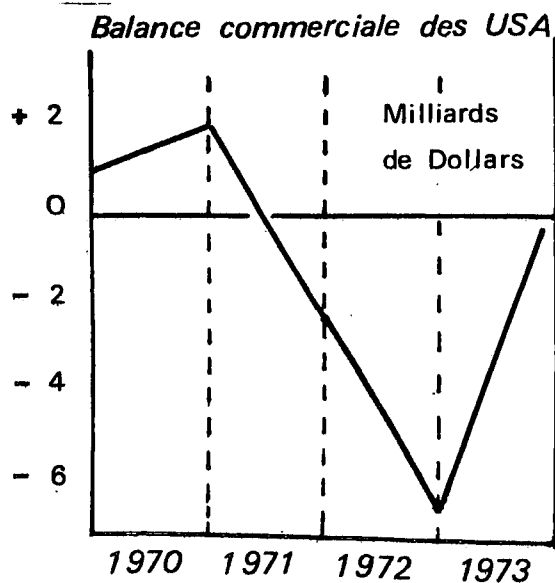
Dans le passé, la monnaie papier émise par les banques centrales avait une contrepartie systématique, en or ou en argent : convertibles avec des métaux précieux auxquels l'utilité sociale et le travail de production avaient conféré une réelle valeur d'échange, les billets de banque avaient

cette même valeur.

Avec la diminution massive du taux de couverture des billets émis (5) c'est à dire l'impossibilité théorique de reconvertir en or une part importante de la monnaie en circulation, le problème change de données : désormais, ce qui garantit la valeur d'une monnaie, c'est la possibilité qu'elle a d'acheter des marchandises du pays où elle est produite. Tant que celui-ci est capable de fabriquer des marchandises échangeables sur le marché mondial (qualité et prix) le Monde a confiance dans sa monnaie. Par contre, si les marchandises produites par ce pays (pays A) n'arrivent plus à se vendre parce qu'elles sont plus chères que celles des autres, les détenteurs de la monnaie du premier s'en débarrassent au bénéfice de la monnaie des pays dont les marchandises se vendent bien. La monnaie du pays A n'étant la contrepartie d'aucune valeur réelle perdra alors la confiance de ses détenteurs et son cours s'effondrera (6). Cet avatar arrive communément aux monnaies des pays sous-développés depuis de nombreuses années : leur chute presque incessante exprime les difficultés chroniques de l'économie de ces pays.

Mais le phénomène auquel nous assistons a une autre signification que l'effondrement du Peso argentin, du Quetzal guatemalteque ou du Kwacha du Malawi. La monnaie qui sombre aujourd'hui, qui, en trois ans, (Mars 70, Juillet 73) a perdu 37% de sa valeur par rapport au Mark, 34% par rapport au Franc suisse, 26% par rapport au Yen et même par rapport à la Livre Sterling, cette monnaie donc n'est autre que le dollar; devise de la nation qui produit 40% de la richesse mondiale, fait 20% du commerce international, devise qui pour cette raison, s'était imposée comme la monnaie universelle.

L'effondrement récent du dollar a exprimé le recul de la compétitivité des marchandises américaines sur le marché international, ainsi que sur son marché intérieur, face à celles de l'Europe et du Japon. Et ceci est illustré par le fait qu'il a suffi, fin juillet, qu'on annonce que la balance commerciale américaine redevenait positive pour que le dollar accuse aussitôt un redressement spectaculaire.



Mais ce phénomène dépasse de loin le cadre de l'économie américaine, compte tenu justement de sa place à part dans l'économie mondiale : dans la mesure où le dollar reste la monnaie universelle, sa crise est celle du Système Monétaire International. Dans la mesure où les U.S.A. sont encore la plus grande puissance commerciale du monde, leur difficulté à écouler leurs marchandises est le signe d'une saturation mondiale des marchés, l'un et l'autre phénomène étant évidemment liés de façon intime.

Comme nous l'expliquions dans notre précédent article (7), les causes profondes de la crise actuelle résident dans l'impasse historique dans laquelle se trouve le mode de production capitaliste depuis la première guerre mondiale : les grandes puissances capitalistes se sont partagé entièrement le Monde et il n'existe plus de marchés en nombre suffisant, pour permettre l'expansion du capital; désormais, en l'absence de révolution prolétarienne victorieuse, seule capable d'en finir avec lui, le système se survit grâce au mécanisme : crise, guerre, reconstruction, nouvelle crise, etc. Parvenant maintenant (en gros à partir du milieu des années soixante) à la fin de la période de reconstruction, le capitalisme est de nouveau hanté par le spectre de la surproduction généralisée.

La bataille que se livrent les grands pays à coups de dévaluations, flottaisons de monnaies, etc. et qui a disloqué l'ancien S.M.I n'exprime rien d'autre que les tentatives de chaque pays, et en particulier des plus atteints, de faire porter aux autres le fardeau des difficultés croissantes de l'économie mondiale. Dans cette guerrilla, un pays encore une fois, est mieux armé que ses rivaux : les Etats Unis. Ceux-ci restent forts du poids présent de leur production et de leur commerce, comme de leur poids politique et militaire (régulièrement, pour inciter les pays européens à plus de docilité, ils agitent le martinet du retrait de leurs troupes et de leur parapluie atomique). Mais, ce qui est plus paradoxal, ils restent forts de leur faiblesse, c'est à dire de leurs dettes : les centaines de milliards de dollars actuellement en circulation dans le monde entier sont autant de dettes contractées par l'économie américaine et les détenteurs de cette monnaie ont tout intérêt à ce que leurs débiteurs soient épargnés par toute catastrophe qui les empêcherait de les honorer. C'est pour cela que les autres pays sont contraints d'accepter les diktats américains, que cela leur plaise ou non (8) :

- réévaluation de leur monnaie (Yen, Mark, Florin, Franc Belge, etc.)
- dévaluations brutales et répétées du dollar, suivies par la flottaison en baisse de cette monnaie, encouragée en partie par le gouvernement américain (cf. son attitude en juillet 73)

autant de mesures qui ont le double avantage :

- d'amputer d'autant la valeur des dettes américaines
- de baisser les prix des produits américains sur le marché mondial, et partant, de les rendre plus compétitifs (l'achat récent par la Belgique d'avions américains au lieu des "Mercure" français prévus, en est une des illustrations les plus spectaculaires, parce qu'elle montre la futilité des C.E.E., etc. devant la crise...)

Pour des raisons que nous avons vues dans notre précédent article, la crise de surproduction s'est d'abord attaquée au plus puissant des pays capitalistes, mais parce qu'il est le plus puissant, ce pays s'arrangera pour reporter sur les épaules des autres le fardeau de ses difficultés.

Actuellement, c'est à cela qu'on assiste : la dévalorisation massive du dollar a permis un regain de compétitivité des marchandises américaines, qui reviennent concurrencer celles d'Europe et du Japon et permettent à la balance commerciale américaine de se rééquilibrer. Mais c'est là un répit de courte durée pour les Etats-Unis : l'invasion des autres pays par leurs marchandises conduira ceux-ci à réduire leur production, ainsi que leur main d'oeuvre, ce qui diminuera d'autant leur demande et se répercutera donc à terme sur les exportations américaines. En résumé, ce qu'exprime la crise monétaire, c'est que le marché mondial est aujourd'hui trop étroit pour la production capitaliste, et cela même, les économistes bourgeois l'ont compris bien que chez eux, l'empirisme continue à être de règle et que la volonté se maintienne comme facteur économique :

"La cause fondamentale de la crise monétaire peut se résumer en une phrase : chaque pays capitaliste, pour maintenir chez lui le plein emploi, veut réduire le déficit de sa balance commerciale (différence entre les exportations et les importations) ou en maintenir, voire accroître l'excédent. Ces différents "projets" nationaux sont incompatibles entre eux, dans la mesure où l'excédent global qui résulte de l'addition de ces projets ne peut être absorbé par le reste du monde non capitaliste." (9)

Marx constate quelque part que ce n'est que dans les moments de crise que la bourgeoisie devient intelligente, qu'elle comprend la réalité de son système et se persuade des contradictions de celui-ci. Il faut que la crise actuelle soit bien avancée pour qu'elle commence à faire ce que la plupart des "marxistes" de ce siècle ont refusé : reconnaître la validité de la thèse de Rosa Luxemburg sur la nécessité de l'existence de marchés extra-capitalistes pour que se poursuive le développement du capital (10).

QUELLES DIFFERENCES AVEC 1929 ?

Depuis la 1ère guerre mondiale, le capitalisme est entré dans sa phase de décadence. Les crises de cette période se distinguent de celles du siècle dernier par le fait qu'elles ne peuvent se résoudre que par la guerre impérialiste. En ce sens on ne peut plus les considérer comme des crises cycliques de la croissance mais comme des râles de l'agonie. La crise actuelle fait évidemment partie de cette deuxième catégorie mais elle se distingue de la plus grande crise passée, celle de 1929 par le fait qu'elle commence par une crise monétaire et non par une catastrophe boursière comme celle du "jeudi noir". Comment expliquer ces différences ?

La reconstruction suivant la première guerre mondiale a les caractéristiques suivantes :

- les productions d'armement sont réduites de façon considérable
- applaudi par les économistes de l'époque qui y voient le remède enfin trouvé à tous les maux du capitalisme, le crédit et particulièrement celui des banques privées se développe à une allure vertigineuse

-après l'intervention omniprésente de l'Etat dans l'économie de la période de guerre, on assiste à un certain retour au "laissez-faire".

La reconstruction suivant la deuxième guerre mondiale se distingue par contre :

- par le maintien d'une économie d'armement (guerre froide)
- par une présence systématique de l'Etat dans la vie économique (achat d'armes, nationalisations, politiques budgétaires) qui se traduit sur le plan idéologique par le succès des conceptions néo-keynesiennes.
- un affaiblissement progressif du rôle de la bourse : des transactions importantes de capital se font maintenant directement entre grandes entreprises et souvent sous contrôle gouvernemental.

En résumé on peut dire que si la première reconstruction se fait sous le signe du développement du crédit, la seconde se fait sous le signe de l'économie d'armement et de l'intervention de l'Etat.

Pour ces raisons c'est l'effondrement brutal (puisque l'Etat n'intervient pas pour ralentir le processus) du crédit et par suite de son instrument, la bourse, qui inaugure la crise de 1929.

De même, c'est parce que l'Etat contrôle maintenant l'ensemble de la vie économique et que les gouvernements ont tiré parti de l'expérience du passé que la crise actuelle n'a pas revêtu d'emblée un caractère brutal, que ses effets sont progressifs et qu'elle commence par se manifester sur le terrain par excellence des manipulations gouvernementales : la monnaie.

Les Conférences Internationales à répétition d'aujourd'hui où les gouvernements essaient constamment de faire front tout en ne pouvant cesser de tirer la couverture chacun à soi, sont à la crise actuelle ce que le "jeu-di noir" fut à la crise de 1929.

Ces différences entre les deux périodes de reconstruction expliquent également l'existence d'un phénomène relativement nouveau dans le capitalisme et qui aujourd'hui s'abat avec violence dans le monde entier : l'inflation.

Dans la partie qui suit, nous essaierons de dégager les causes de ce phénomène.

LES INTERPRETATIONS DE L'INFLATION

L'inflation est un phénomène qui se manifeste depuis le début du siècle mais qui a connu son âge d'or depuis la deuxième guerre mondiale. Mais même les taux de l'après-guerre longtemps considérés comme inquiétants sont, depuis quelques années amplement surpassés.

Hausse annuelle des prix à la consommation
(en pourcentage)

	I952/62	I962/71	I972	premier trimestre. I973	deuxième trimestre. I973
Belgique	I,1%	3,6%	5,5%	6,9%	7,3%
France	3,7%	4,2%	5,9%	6,4%	7,1%
R.F.A	I,3%	3,0%	5,7%	7,7%	6,7%
Italie	2,3%	4,1%	5,7%	8,8%	II,1%
Pays Bas	2,5%	5,2%	7,8%	7,6%	8,1%
U.S.A	I,3%	3,3%	3,3%	3,3%	4,5%
Japon	3,3%	5,7%	4,5%	7,1%	10,5%
G.B	3%	4,7%	7,1%	7,9%	9,4%
Suisse	I,4%	3,8%	6,7%	7,7%	8,2%
Canada	I,1%	3,1%	4,8%	5,9%	7,3%

Et ce qu'il est frappant de constater, c'est que la "flambée" des prix la plus importante correspond justement à la "mini-reprise" de 1972. Ce n'est pas là un phénomène fortuit, c'est au contraire une manifestation de l'interpénétration des différents aspects de la crise actuelle. Pour comprendre l'inflation galopante actuelle, il nous faut d'abord expliquer le phénomène plus général de l'inflation telle qu'elle se manifeste depuis la deuxième guerre mondiale, particulièrement sous sa forme "rampante".

Il existe autant d'interprétations de l'inflation qu'il y a d'économistes. Pour certains c'est l'excédent de la demande sur l'offre qui détermine une hausse constante des prix (inflation par la demande) : on comprend mal alors que le capitalisme mondial n'ait pu depuis de nombreuses années ajuster son offre à cette demande excédentaire alors que depuis longtemps il apparaît très nettement que ce qui limite la croissance ce ne sont pas des problèmes techniques d'élargissement de la production, mais un problème d'élargissement des marchés (existence de chômage et de capital sous utilisé). On comprend encore plus difficilement que la plus grande "flambée" de l'après-guerre survienne à l'issue de sa récession la plus sérieuse : celle de 1971. Face à cette situation inexplicable pour eux, les économistes n'ont pu faire mieux que d'inventer un mot nouveau pour la désigner : la "stagflation".

tableau : capital et force de travail inutilisés aux USA.

	1951	52	53	54	55	56	57	58	59	60	61	62	63
% de capacité productive oisive	3	1	2	13	8	11	15	24	15	15	20	17	17
% de force de travail en chômage	3	2,7	2,5	5	4,3	3,8	4,3	6,8	5,5	5,6	6,7	5,6	5,7

Pour d'autres idéologues, il y a inflation parce qu'il y a hausse des coûts de production (inflation par les coûts) et comme ceux-ci sont eux-mêmes déterminés par un certain niveau de prix (des matières premières, des services, des machines, des biens de consommation entrant dans le capital variable...) cela revient à dire qu'il y a hausse des prix parce qu'il y a ... hausse des prix. (11)

Suivant la première interprétation on explique donc la hausse brutale actuelle des prix par une demande exceptionnelle sur l'ensemble des biens et en premier lieu sur les matières premières et les produits agricoles pour lesquels les augmentations ont atteint leurs plus hauts sommets (doublement en six mois du prix de certaines matières premières et du blé, augmentation de 20 à 30 % du prix de la viande, etc.). Ces hausses se répercuteraient ensuite sur l'ensemble des marchandises qui utilisent ces biens de base (deuxième interprétation) et, entre autres, sur les produits alimentaires, ce qui augmenterait d'autant le prix de la force de travail, grande consommatrice de ces produits.

Tout mensonge, pour être crédible, doit receler une part de vérité : en ce sens, cette interprétation de l'emballlement actuel des prix est partiellement juste. En effet, c'est bien parce qu'il y a eu dernièrement des mauvaises récoltes de produits de base comme le blé et, par suite, une demande massive (achats considérables de l'URSS) que les prix de celui-ci et de l'ensemble des produits agricoles ont décollé (12). Et les hausses record du prix du pétrole sont évidemment pour quelque chose dans l'affolement actuel des prix.

De même, la poussée de la demande des acheteurs voulant devancer les hausses a été un des éléments contribuant à cet affolement, et ceci d'autant

plus que la pratique d'anticipation des augmentations de tarifs, utilisée de façon courante par les fournisseurs, s'est généralisée avec les premiers assauts de l'inflation galopante.

Nous avons donc là une série de phénomènes : inflation par la demande, par les coûts, par l'anticipation des achats et des augmentations de tarifs, qui ont été longuement décrits et analysés ces derniers temps et qui, sans doute, contribuent partiellement à la panique actuelle. Mais toutes ces interprétations postulent :

- soit que la demande a, depuis la dernière guerre, dépassé l'offre, et principalement ces dernières années,
- soit que l'inflation existait parce qu'il y avait déjà inflation.

Nous avons vu plus haut ce qu'on peut penser de la première hypothèse; quant à la seconde, il suffit de la formuler pour qu'elle apparaisse comme une plate tautologie.

Ce qu'il s'agit de déterminer, c'est pourquoi, depuis plusieurs décennies, l'ensemble des coûts de production n'a cessé de monter alors que dans la même période la productivité du travail a connu des taux d'augmentation inconnus jusqu'alors.

Certains bourgeois (parmi les plus réactionnaires) ainsi que certains "marxistes" ont une réponse toute trouvée, bien que formulée différemment :

- pour les premiers, c'est l'augmentation des "coûts salariaux" imposée par l'action des syndicats qui est responsable de la hausse des coûts de production et donc des prix. Pour vaincre l'inflation, il faut donc briser l'échine des syndicats;
- pour les seconds, la lutte de classe, moteur de l'ensemble de la vie sociale, est à l'origine de la pression à la hausse sur les coûts de production, dans la mesure où elle contraint la bourgeoisie à accorder des augmentations de salaire aux ouvriers.

Si l'on peut admettre effectivement que l'intensification des luttes ouvrières est un des éléments qui contribuent à faire évoluer l'inflation rampante (1945-1969) vers l'inflation galopante (après 1969) (13), cette hypothèse est cependant incapable de donner une réponse aux questions suivantes :

- pourquoi l'inflation s'est-elle poursuivie même pendant les années où la lutte de classe était particulièrement faible (années 50 et début des années 60), alors qu'au siècle dernier des luttes bien plus puissantes ne remettaient pas en cause la tendance à la baisse de l'ensemble des prix ?
- pour quelle mystérieuse raison la lutte de classe s'est-elle intensifiée vers la fin des années 60 ?

L'incapacité de l'hypothèse des "coûts salariaux" à rendre compte de ces phénomènes montre donc que ce ne sont pas, en dernier ressort, les prix qui courent après les salaires mais bien les salaires après les prix.

Une autre explication, dont le PCF s'est fait le spécialiste, consiste à dire que ce sont les sur-profits des monopoles qui sont responsables de la hausse des prix à la production. Il suffirait donc que la gauche vienne au pouvoir pour mettre au pas ces monopoles (éventuellement en les nationalisant) et briser net l'inflation. Il fallait y penser !

Nous ne nous attarderons pas sur le côté démagogique de cette explication (les monopoles sont-ils autre chose que la tendance générale du capitalisme

vers la concentration du capital, et depuis quand l'Etat bourgeois est-il autre chose que le représentant du capital national ?). Nous nous contenterons de voir ce que contient cette notion de sur-profit monopoliste.

D'abord, supposons qu'une entreprise donnée soit seule sur le marché d'un produit. Dans une telle hypothèse, il est évident que cette entreprise ne serait plus obligée de fixer le prix de ses produits en fonction de leur valeur véritable. La loi de l'offre et de la demande ne jouant plus, puisque les clients ne pourraient s'adresser à aucun autre fournisseur, cette entreprise pourrait, théoriquement, établir ses prix aussi haut qu'elle le voudrait. Une telle situation ne peut exister dans les faits, puisqu'on verrait alors apparaître d'autres entreprises qui, même avec une productivité moindre, seraient en mesure de pratiquer des prix plus bas et donc de prendre les marchés de la première.

Et dans les faits, il n'existe aucun véritable monopole. Aucun marché dans le monde (excepté peut-être pour certains produits très particuliers et sur des volumes non significatifs) n'est la propriété exclusive d'une seule entreprise. Ce qui existe, par contre, ce sont des cartels, c'est-à-dire des ententes plus ou moins temporaires entre grandes compagnies, ayant pour but de limiter leur concurrence et de se répartir le marché. Ces ententes sont d'ailleurs toujours à la merci des fluctuations du marché mondial et ne sont, en fait, que de petites trêves dans la guerre continuelle que se livrent entre elles les différentes fractions du capital mondial (14). Pour cette raison, même les "monopoles" tant décriés ne sont pas en mesure de fixer librement leurs prix et provoquer l'inflation, même s'ils peuvent, grâce aux cartels, s'opposer, dans certaines limites, aux tendances à la baisse et être les instruments de la transmission internationale de cette inflation.

En fait, ces "monopoles" et ces "cartels" existent depuis fort longtemps déjà et ils alimentaient déjà les préoccupations des économistes à une époque où l'inflation était inconnue. Ils ne sont donc d'aucune utilité pour expliquer les causes fondamentales d'un phénomène qui est apparu bien après eux. Cet argument vaut également pour la thèse suivant laquelle c'est la baisse tendancielle du taux de profit qui serait responsable de l'inflation : pour lutter contre cette baisse, les monopoles auraient tendance à fixer leurs profits au-dessus du taux permis par la composition organique du capital, provoquant ainsi un déséquilibre général vers la hausse des prix. En fait, la tendance à la baisse du taux de profit s'exerce depuis que le capitalisme existe et n'a pas empêché pendant toute une époque les prix de baisser. Si on peut donc admettre que c'est en partie à travers la baisse du taux de profit que les "monopoles" ressentent aujourd'hui les contradictions du système et qu'ils sont obligés d'augmenter leurs prix, cette explication ne permet pas non plus de comprendre l'essence de l'inflation. Là encore, on peut dire que les monopoles et les cartels en sont l'instrument, mais non la cause.

LES CAUSES REELLES DE L'INFLATION

Les causes fondamentales de l'inflation sont à rechercher dans les conditions spécifiques du fonctionnement du mode de production capitaliste dans sa phase de décadence. En effet, l'observation empirique nous permet de noter que l'inflation est fondamentalement un phénomène de cette époque du capitalisme

ainsi que de relever qu'elle se manifeste avec le plus d'acuité dans les périodes de guerre (1914-18, 1939-45, guerre de Corée, 1957-58 en France pendant la guerre d'Algérie...) c'est-à-dire celles où les dépenses improductives sont les plus élevées. Il est donc logique de considérer que c'est à partir de cette caractéristique spécifique de la décadence, la part considérable des armements et plus généralement des dépenses improductives dans l'économie (15), qu'on doit tenter d'expliquer le phénomène de l'inflation.

Comme nous l'avons vu plus haut, la décadence du capitalisme est causée par les difficultés croissantes et de plus en plus insurmontables que rencontre le système à écouler ses marchandises. Ces difficultés provoquent au niveau de chaque Etat l'augmentation constante des dépenses improductives destinées à maintenir en vie un système historiquement condamné :

- frais d'armement permettant à chaque Etat de défendre poings et ongles les positions de son capital national face à celles des autres capitaux concurrents.
- frais de fonctionnement de l'Etat qui, face à une société qui tend à se disloquer de plus en plus, se rend, véritable Moloch, maître de toute la vie sociale (police, administration, justice...).
- frais de marketing, publicité, de recherches destinées à rendre les produits de plus en plus éphémères, frais qui sont tous consacrés à l'écoulement des marchandises et non à leur production.

L'existence de frais improductifs dans la société capitaliste n'est pas en soi une nouveauté. Elle est le fait de toutes les sociétés et particulièrement des sociétés d'exploitation. Elle est la règle dans la féodalité, par exemple, où les nobles consomment la plus grosse part du surproduit social en biens de luxe. Elle se manifeste dans le capitalisme depuis ses débuts sous la forme de l'Etat, des porteurs de sabre et de goupillon et de la consommation de la classe capitaliste. Mais ce qui est fondamentalement nouveau dans la période de déclin du capitalisme, comme des autres systèmes d'ailleurs, c'est l'ampleur que prennent ces dépenses par rapport à l'ensemble des activités productives : à ce stade, la quantité se transforme en qualité.

Aujourd'hui, dans le prix de chaque marchandise, à côté du profit et des coûts de la force de travail et du capital constant consommés dans sa production interviennent, de façon de plus en plus massive, tous les frais indispensables à sa vente sur un marché chaque jour plus encombré (depuis la rétribution des personnels des services de marketing jusqu'aux impôts destinés à payer la police, les fonctionnaires et les armes du pays producteur). Dans la valeur de chaque objet, la part revenant au travail nécessaire à sa production devient chaque jour plus faible par rapport à la part revenant au travail humain imposé par les nécessités de la survie du système. La tendance du poids de ces dépenses improductives à annihiler les gains de productivité du travail se traduit par le constant dérapage vers le haut du prix des marchandises.

En d'autres termes, l'inflation exprime l'immense gaspillage de forces productives que le système en décadence est obligé de faire pour se maintenir en vie. Et dans la mesure où nous sommes dans une société d'exploitation, l'inflation apparaît comme le moyen à travers lequel ce système fait

porter aux travailleurs, par une agression continuelle contre leur niveau de vie, le fardeau de ses contradictions insolubles.

Que l'on considère l'histoire du XX^e siècle sur de courtes ou de longues périodes, on peut constater que l'augmentation des dépenses militaires (et en général les dépenses improductives) est toujours un facteur d'inflation. Sur de courtes périodes, on a déjà remarqué que les guerres provoquaient un taux record d'inflation. Sur de longues périodes, on peut faire apparaître que l'inflation rampante ininterrompue depuis la seconde guerre mondiale est le corollaire de la production massive d'armements depuis la guerre froide jusqu'à maintenant, alors que pendant l'entre-deux-guerres la période de désarmement était marquée par un ralentissement ou une disparition de l'inflation.

L'INFLATION GALOPANTE

En ce qui concerne la flambée actuelle des prix à l'échelle internationale, l'ensemble des éléments cités plus haut interviennent effectivement dans une certaine mesure.

Par exemple, la hausse des produits agricoles est liée à une pénurie réelle, mais il semble absurde qu'en 1973 l'humanité soit encore soumise aux caprices de la nature comme elle l'était au Moyen Age ou dans l'antiquité. En fait, cette brusque pénurie a pour cause véritable toute la politique de restriction de la production agricole (primes à l'arrachage, à la mise en jachère, destruction de stocks, etc.) menée par les grandes puissances depuis la Seconde Guerre Mondiale. Soucieux de soutenir l'écoulement des produits agricoles dans un marché mondial saturé, le capitalisme, en en limitant la production au plus juste des besoins solvables, s'est mis à la merci de la première mauvaise récolte venue. Paradoxalement, c'est donc la surproduction qui est encore à l'origine de la pénurie actuelle des produits agricoles et donc des hausses qui les frappent.

On peut également dire que la montée mondiale de la lutte de classe depuis 1968 n'est pas absolument étrangère au processus d'emballlement de l'inflation, mais là encore il faut préciser que cette montée était elle-même la conséquence d'une aggravation des conditions de vie des travailleurs, ressentie, entre autres choses, à travers la hausse des prix, aggravation due à l'exacerbation des contradictions du système capitaliste. Même si partiellement elle peut l'amplifier, la lutte de classe n'est pas la cause de l'inflation mais la conséquence.

De la même façon, nous avons vu que les explications bourgeoises sur le rôle des anticipations (à l'achat et à la hausse) sur la flambée des prix ne sont pas dénuées de tout fondement.

Nous avons donc là une série d'éléments qui permettent d'expliquer partiellement le passage de l'inflation rampante à l'inflation galopante. Il faut y ajouter un autre élément qui permet de comprendre comment la récession de 71 a contribué à renforcer le tourbillon inflationniste de 72-73. Depuis de nombreuses années, le système capitaliste se caractérise, outre l'existence séculaire d'une "armée industrielle de réserve", par une sous-

utilisation chronique du capital. Ce phénomène signifie que, outre les frais improductifs déjà signalés, le système doit supporter l'amortissement de la proportion importante du capital constant qui, bien que créée, n'est pas engagée dans la production et qui intervient donc comme frais improductif. En d'autres termes, le coût de production d'une marchandise créée dans ces conditions incorporera, à côté du capital fixe réellement consommé, la part inemployée mais néanmoins payée de ce capital fixe.

Quand on sait que les taux d'utilisation des capacités productives sont respectivement (d'après l'I.N.S.E.E.)

aux USA	:	88% en 1969	71% fin 1971
en G.B.	:	96% en mai 69	86% en fév. 72
en Belgique	:	88% en oct. 69	82% en janv. 72
en Italie	:	84% en mai 69	74% en fév. 73
en R.F.A.	:	92% début 70	85% en juil. 72

on peut prendre conscience de l'influence que le ralentissement de 1971 a eue sur la flambée des prix de 1972-73.

A l'influence de la sous-utilisation du capital constant vient s'ajouter, pendant la même période, celle de l'augmentation du chômage. En effet, même si les secours versés aux chômeurs sont souvent dérisoires, ils n'en représentent pas moins une dépense improductive que supporte l'ensemble de la société et qui se répercute donc sur les coûts de production des marchandises.

Chômage et sous-utilisation des capacités productives sont donc deux éléments de la récession de 1971 qui contribuent encore à accentuer l'explosion inflationniste de 1972-73.

Face à cette inflation galopante, quelles mesures peut prendre la bourgeoisie ?

L'ECHEC DE LA LUTTE CONTRE L'INFLATION

Comme nous l'avons vu, les causes fondamentales de l'inflation résident dans le mode d'existence actuel du système capitaliste, qui se traduit par un développement démesuré des dépenses improductives. En ce sens, il ne saurait y avoir de lutte efficace contre l'inflation sans réduction massive de ces dépenses improductives. Mais, comme nous l'avons vu également, ces dépenses sont absolument indispensables à la survie du système, ce qui revient à dire que le problème de la lutte contre l'inflation est aussi insoluble que celui de la quadrature du cercle.

Ne pouvant s'attaquer aux causes fondamentales du mal, la bourgeoisie est obligée de s'attaquer aux conséquences. C'est ainsi qu'elle a tenté de mettre en place une série de mesures :

- économies budgétaires
- freinage de la demande par la limitation du crédit

- blocage des prix
- blocage des salaires

Les économies budgétaires tentent de s'inscrire dans le sens d'une attaque contre les causes fondamentales de l'inflation. En fait, dans la mesure où une telle attaque est impossible sans toucher aux fondements mêmes du système, les politiques de "rigueur budgétaire" ne signifient pas autre chose qu'austérité et restriction des "dépenses sociales".

C'est ainsi qu'on a vu Nixon liquider la politique de "Grande Société" mise en place par Johnson. Cette mesure n'a d'ailleurs pas été suffisante pour empêcher des déficits de plusieurs dizaines de milliards de dollars des deux derniers budgets américains, déficits qui, dans la mesure où ils sont couverts par la planche à billets, c'est-à-dire l'injection dans l'économie d'une masse de monnaie ne correspondant à aucune création de valeur en contre-partie, se traduisent par une baisse de la valeur de la monnaie et donc par l'inflation.

Par ailleurs, dans la mesure où les achats de l'Etat ont été pendant toute la période de la reconstruction un des débouchés de la production capitaliste, ces restrictions ont pour effet d'accentuer la récession actuelle. Les gouvernements doivent donc faire face au dilemme : inflation ou récession, sans qu'ils puissent d'ailleurs réellement empêcher l'une par l'autre.

Les politiques de limitation du crédit, dans la mesure où elles se proposent de freiner la demande et, par suite, de réduire les débouchés, se trouvent elles aussi confrontées au même dilemme : inflation ou récession. De plus, ces politiques de "crédit cher" ont pour conséquence d'augmenter les frais d'amortissement du capital investi, frais qui se répercutent sur le prix des marchandises d'où à nouveau inflation.

Les blocages des prix, quant à eux, sont devenus maintenant l'occasion d'un scénario bien réglé : les prix ne bougent pas tant qu'ils sont soumis à la réglementation gouvernementale, mais dès que celle-ci cesse de s'appliquer on assiste à des bons spectaculaires, bons qui sont simplifiés par le fait que beaucoup de fournisseurs ayant attendu la fin du blocage pour effectuer leurs livraisons ont créé un déséquilibre entre l'offre et la demande au bénéfice de cette dernière. Loin d'empêcher l'inflation les politiques de blocage des prix substituent une inflation par saccades à une inflation continue. Ces blocages n'auraient donc d'efficacité que s'ils étaient définitifs mais, dans la mesure où le système ne peut tricher avec ses propres lois et que celles-ci lui imposent une hausse continue des prix, il s'ensuivrait, dans ce cas, un déséquilibre majeur qui se traduirait nécessairement par la récession : là encore, la bourgeoisie est placée devant le même dilemme

Le blocage des salaires est la seule mesure qui ne fasse pas seulement intervenir des critères économiques mais également un rapport de force entre les classes. En ce sens l'échec ou la réussite (momentanée) d'une telle politique est conditionnée par le niveau de la combativité ouvrière. Dans la période actuelle, où la classe ouvrière s'est relevée de son écrasement de 50 années, toute agression majeure contre son niveau de vie se traduit par des réactions violentes (mai 68, Gdansk 70, grève des mineurs anglais en 71 qui ont obtenu 30% d'augmentation en période de blocage, grèves récentes des métallurgistes allemands). Par suite, la bourgeoisie, malgré quelques tentatives, continue à hésiter à imposer à la classe ouvrière la politique draconienne d'austérité que la situation réclame de plus en plus :

les réactions de celle-ci lui font trop peur pour qu'elle ose l'affronter.

Si l'atteinte au niveau de vie des travailleurs est la seule politique qui reste à la bourgeoisie pour tenter de juguler l'inflation, c'est encore une politique qu'elle est obligée de manier aujourd'hui avec la plus grande circonspection.

• • •

En fait, depuis plusieurs années, le capitalisme mondial marche sur une corde raide: d'un côté la chute dans l'inflation galopante, de l'autre celle dans la récession. La récession de 1971 et le tourbillon inflationniste de 1972-73 sont l'illustration flagrante de cette situation. Ce que recouvre en fait la mini-reprise de 1972-73, c'est une certaine démission des gouvernements devant l'inflation qui a permis à celle-ci de se hisser à des taux spectaculaires. La libération temporaire du crédit, les anticipations des acheteurs sur les hausses, ainsi que le "rattrapage" par rapport à l'année 71 (la reprise est d'autant plus spectaculaire qu'elle suit une année de stagnation) ayant permis cette reprise de 1972, certains ont voulu voir dans l'inflation un remède à la surproduction: du moment qu'elle reste plus ou moins uniforme dans chaque pays (il suffit de ne pas faire plus mal que son voisin), l'inflation galopante serait le "dopant" qui manque aux économies actuelles. Qu'importerait, après tout, si les prix montaient de 10 ou 20% par an si, en même temps, pouvait se poursuivre le commerce international ?

Une telle possibilité, indépendamment de toutes les raisons qui nous ont permis d'expliquer le phénomène de l'inflation, est en soi absurde. En effet, une des fonctions fondamentales de la monnaie est d'être mesure de la valeur, fonction qui lui permet d'assurer toutes les autres (moyen de circulation des marchandises, de thésaurisation, de paiement, etc.). A partir d'un certain taux de dépréciation, une monnaie ne sera plus en mesure de remplir cette fonction: on ne peut pas passer de marché avec une monnaie dont la valeur change d'un jour sur l'autre; en ce sens, la continuation du tourbillon inflationniste n'a d'autre issue que la paralysie du marché mondial.

Par ailleurs, dans la mesure où ce sont les anticipations qui sont en grande partie responsables de la reprise de 1972-73, on se retrouve maintenant dans une situation:

- où les achats que devaient faire les entreprises pour la période actuelle sont déjà faits,
- où ceux-ci se sont traduits par un renforcement des capacités productives.

Cela signifie que la flambée inflationniste et la mini-reprise de 72-73 ne peuvent que déboucher sur une nouvelle récession à côté de laquelle celle de 1971 apparaîtra comme une aimable plaisanterie.

Plus que jamais, donc, les perspectives sont celles que nous traçons dans notre article précédent:

- ralentissement massif des échanges internationaux
- guerres commerciales entre les différents pays
- mise en place de mesures protectionnistes et éclatement des unions douanières
- retour à l'autarcie
- chute de la production
- augmentation massive du chômage
- baisse des salaires réels des travailleurs

LA CRISE ET LES TACHES DU PROLETARIAT

Cette étude sur la situation économique actuelle ne correspond de notre part, à aucune préoccupation à caractère académique, mais uniquement militant. Les arguments du type: "il est inutile de se préoccuper de la situation économique puisque, de toute façon, nous n'y pouvons rien" ou "ce qui est important, c'est l'action des révolutionnaires" sont le fait d'irresponsables.

L'économie est le squelette de la société, c'est elle la base sur laquelle sont fondés l'ensemble des rapports sociaux. En ce sens, pour les révolutionnaires, connaître la société qu'ils combattent et se proposent de renverser, c'est connaître en premier lieu son économie. C'est à cause de sa place spécifique dans l'économie que le prolétariat est la classe révolutionnaire et c'est à partir de conditions économiques précises de crise qu'il est en mesure d'accomplir sa tâche historique. C'est toujours à partir de la connaissance des conditions économiques dans lesquelles se déroule le combat de leur classe que les révolutionnaires ont tenté d'en préciser les objectifs et les perspectives.

En ce sens, les deux sujets traités dans cet article : l'inflation et la crise de surproduction permettent de situer les tâches actuelles du prolétariat.

L'inflation est l'expression de la crise historique du mode de production capitaliste, crise qui remet en cause le fonctionnement des rouages mêmes du système et de l'ensemble de la société. Par suite, son existence même comme maladie chronique de notre époque signifie que ce qui est historiquement à l'ordre du jour pour le prolétariat ce n'est plus l'aménagement de sa place dans le système mais bien le renversement de celui-ci.

La récession qui s'annonce, quant à elle, dans la mesure où elle plonge le système dans des contradictions accrues et, partant, dans une situation de faiblesse, indique que c'est dans la période présente que ce renversement devient possible.

Dans les années qui viennent, la crise économique contraindra les travailleurs à mener des luttes de plus en plus dures. Face à celles-ci, le capital emploiera toute la panoplie de ses mystifications et, en particulier, tentera d'expliquer que "ce sont les anciennes directions qui portent la responsabilité de la crise", "qu'avec une meilleure gestion, la situation pourra s'améliorer"... Déjà les forces de rechange du capital préparent le terrain : en France, la gauche se lance dans de grandes campagnes "contre la

vie chère", épaulée en cela par les gauchistes qui n'hésitent pas à écrire: "gouvernement et patrons organisent la vie chère"().

Contre ce type de phrases démagogiques, ce que doivent affirmer les révolutionnaires c'est, au contraire, que la bourgeoisie ne contrôle pratiquement plus rien, qu'elle est placée devant une situation contre laquelle elle peut de moins en moins, si ce n'est de tenter de mystifier les travailleurs pour mieux les massacrer ensuite.

Si les révolutionnaires ont une tâche fondamentale aujourd'hui, c'est d'expliquer que la crise actuelle est sans issue, qu'elle ne peut être résolue par aucune réforme du capital et que, par conséquent, il n'existe qu'une seule voie possible : celle de la révolution communiste, de la destruction du capital, de la marchandise et du salariat.

NOTES

- (1) - Pour une étude plus approfondie, voir "La Crise" dans RI N°6 et 7, ancienne série.
- (2) - Article du professeur Christian Goux dans "Les Informations", journal patronal
- (3) - Tels ceux qui considèrent que "les révolutionnaires qui n'avaient que trop souvent fondé leurs espoirs sur la perspective présentée comme pierre de touche du marxisme - d'une catastrophe inévitable de l'économie capitaliste, ne semblaient plus que des esprits chimériques enfermés dans des rêves anachroniques" ("Organiser le courant marxiste révolutionnaire", brochure éditée par les ancêtres de l'actuelle "Gauche marxiste").
- (4) - Les baisses brutales de Wall Street en Août 71, Juillet 73 et Novembre 73 ne peuvent quand même pas être comparées à la catastrophe qui débute le "jeudi noir" de 1929.
- (5) - Aujourd'hui, les dollars en circulation dans le monde sont couverts à peine à quelques % par de l'or ou des devises étrangères.
- (6) - Ce n'est pas nécessairement vrai si la parité de la monnaie A est fixe par rapport aux autres (comme ce fut le cas jusqu'à ces dernières années entre les grandes monnaies) mais, sinon, le maintien d'une monnaie à un taux surévalué conduit à une spéculation effrénée contre elle. Ce qui veut dire que la banque centrale du pays A se vide de toutes ses réserves en devises fortes ou en or et reste uniquement en possession d'un papier qu'elle a elle-même fabriqué, qui ne peut pas acheter grand-chose et dont personne ne veut. Une telle situation ne peut prendre fin qu'avec un contrôle draconien des changes pratiquement impossible à mettre en oeuvre ou avec une dévaluation qui a une double fonction : abaisser le prix des marchandises de ce pays sur le marché mondial et décourager les spéculateurs qui désormais vendront leur monnaie A à un prix moindre.
- (7) - "La Crise" R.I. N°6 et 7, ancienne série.
- (8) - L'alignement de Giscard sur les positions américaines lors de la conférence de Tokio ouvrant le Nixon Round et lors de la réunion du F.M.I. à Nairobi, après qu'il a crié sur tous les toits qu'il n'était pas question de se soumettre à ces conditions, est particulièrement significatif à cet égard.
- (9) - Philippe Simonot, "Le Monde", 13 février 73 p2.

- (I0) - Cette bourgeoisie est certainement plus lucide que certains "marxistes" actuels, grands pourfendeurs de "piètres lecteurs de Marx", qui prétendent que "la source des difficultés de fonctionnement du capitalisme se situe au niveau de la production et non sur le marché" (Lutte de Classe, organe du GLAT, Sept-Oct. 73). Comme si on pouvait séparer les deux et comme si la production capitaliste n'était pas une production de marchandises ! Marx était certainement un bien "piètre lecteur de Marx" lorsqu'il écrivait: "Toutes les contradictions de la production bourgeoise éclatent collectivement dans les crises générales du marché mondial...La surproduction est une conséquence particulière de la loi de la production générale du capital: produire en proportion des forces productives (...) sans tenir compte des limites de marché ni des besoins solvables..." (Marx, La Pléiade T. 2 p 496.)
- (I1) - Notons que ces deux interprétations ne sont pas contradictoires et que la plupart des économistes les utilisent simultanément : leur seul défaut est de ne rien expliquer.
- (I2) - Nous verrons ailleurs que cette pénurie elle-même ne se comprend qu'en la remplaçant dans le cadre de la surproduction actuelle.
- (I3) - Il est évident que l'augmentation de 10% accordée aux ouvriers français en mai 1968 est en partie responsable des hausses qui ont suivi.
- (I4) - On se souvient de la guerre sans merci que se sont livrées les compagnies aériennes sur les tarifs des traversées de l'Atlantique Nord, guerre qui suivait une période de paix et qui a abouti à un nouveau statu quo, quand ces compagnies se sont retrouvées au bord de la faillite.
- (I5) - Voir articles sur "la décadence du capitalisme" dans RI N°2,4,5 ancienne série.
- (I6) - "Lutte Ouvrière N°272.

LA GREVE DES PETITS COMMERÇANTS ET LE PROLETARIAT

Lorsque face à la taxation, les petits commerçants ont fermé boutique, toute la "gauche" et l'"extrême gauche" ont brandi le drapeau de l'alliance de toutes les "couches populaires" contre le capital. Soutien critique, soutien tactique, soutien conditionnel : chacun se démarque des affreux "opportunistes" d'à côté. Mais tous, sans exception, préconisent l'union des couches inférieures du commerce avec le prolétariat.

Quant à nous, nous nous opposons absolument à tout front, fût-il temporaire, spécifique et "conditionnel", entre la classe ouvrière et d'autres couches sociales. Nous voulons ici essayer d'indiquer quelques unes des raisons qui fondent notre position et montrer le sens des propositions d'alliance inter-classiste. Nous traiterons uniquement du problème du petit commerce et non de celui de l'agriculture, qui est plus complexe (R.I. N° 5, ancienne série)

Quelle est la place des petits commerçants dans le système ?

Si la bourgeoisie et le prolétariat sont les deux classes fondamentales de la société capitaliste, elles ne sont pas seules. Il subsiste des catégories extérieures au schéma de la production capitaliste et qui sont des survivances de modes de production antérieurs.

Les petits commerçants en particulier sont des représentants de la période pré-industrielle. Mais ils n'en échappent nullement pour autant aux lois du capital qui domine l'ensemble de la société. Ils dépendent étroitement des circuits de distribution et du marché dominé par le capital. Il est vrai que le capital leur abandonne les secteurs non rentables (ou pas encore). Il est vrai que, tirant profit de l'anarchie de la distribution, il arrive encore que, dans certains secteurs nouveaux ou de luxe, se développent des entreprises indépendantes. Mais il est clair que cela n'infirme pas la tendance à leur dépendance accrue et à leur disparition progressive, ni leur confère un rôle "indépendant" nouveau. Le petit commerçant n'est plus aujourd'hui le légendaire et fier entrepreneur qui défend sa "liberté" face au capital. Il reçoit ses marchandises soit directement d'entreprises capitalistes, soit de réseaux de distribution capitalistes. Le plus souvent, il dépend, pour se moderniser un tant soit peu, de la "générosité" du capital bancaire. Gueulard dans les meetings contre "les riches" en général, il est tout obséquieux devant ses fournisseurs et ses créditeurs. Avec ses airs de sans culotte, il trompe les journalistes et les gauchistes - mais pas les bourgeois !

Contrairement au prolétariat, les couches moyennes ne sont pas une classe porteuse d'une solution historique. En effet, ce qui fait l'unité d'une classe, c'est sa finalité historique, c'est la société qu'elle représente et non sa simple qualité de catégorie socio-économique. La finalité des classes moyennes n'existe pas ;

la forme de société à laquelle elles aspirent est une forme irréelle et irréalisable. Autrement dit, ces classes ne représentent pas un mode historique de production, elles ne sont porteuses d'aucune forme sociale.

Cette absence d'une forme sociale propre aux classes moyennes provient du fait que le capitalisme a poussé la socialisation de la production à un point où elle entre en contradiction avec toute forme d'échange, toute forme d'appropriation privée. Sauf si l'on suppose que l'humanité puisse retomber à un stade primitif ou dégénérer, sa survie exige désormais l'instauration du communisme : il n'y a plus d'autre rapport de production possible.

N'étant pas homogènes, les couches moyennes n'ont aucun intérêt commun :
 - en tant que propriétaires de moyens de production, elles ne peuvent se hausser à la vision socialiste du monde, c'est à dire la fin de l'appropriation des richesses.
 - en tant que travailleurs indépendants et individuels, elles ne peuvent acquérir ni une vision collectiviste ni globale du monde.
 - en tant que travailleurs isolés elles ne peuvent acquérir un esprit de classe, chacun défend ses propres intérêts, qui ne sont pas les mêmes que ceux de son propre concurrent.
 - en tant que couches liées par toutes leurs fonctions à la marchandise, elles sont soumises à la forme actuelle (et la seule possible) de la société marchande : elles vivent en parasites du système. Elles "revendiquent" en son sein, mais tant qu'elles ne sont pas précipitées dans le prolétariat, tant qu'elles ne sont pas dépossédées, elles dépendent des conditions de leur survie sociale, même si cette survie n'est qu'une misérable agonie.

L'absence de vision historique des classes moyennes a une double conséquence : dans les luttes sociales, elles tentent bien de défendre leurs intérêts particuliers, mais sont réduites, quand les choses deviennent sérieuses, à l'impuissance; il ne leur reste plus

qu'à se réfugier dans les bras du capital, sauf si le prolétariat, par sa force, leur inspire la prudence de rester neutres.

Pourquoi la démagogie de la «gauche» ?

La "gauche" s'appitoie naturellement sur le sort des petits commerçants. La CGT et le PC en tête, elle multiplie les oppositions de collaboration de classe entre toutes "les victimes de la politique (?) du gouvernement en matière(?) d'inflation." (L'Humanité)

Chaque jour nous amène son lot de perles. L'hebdomadaire du PCF, "France Nouvelle", déclare : "Peut-on être révolutionnaire, peut-on vouloir le socialisme et considérer la démocratie avancée comme l'ouverture à ce dernier et, en même temps, défendre les intérêts des petites et moyennes entreprises, c'est à dire, de propriétaires de moyens de production et d'échange, dont un certain nombre exploite la force de travail?" Sa réponse est affirmative. Et il conclut : "En fin de comptes, et pour en revenir à l'alliance, sa base n'est donc en aucune manière conjoncturelle." La CFDT paraît avoir un langage plus gauchiste. Après la réunion tenue avec le bureau de la Fédération Nationale des syndicats des Commerçants non sédentaires, la CFDT déclare... "Comprendre le mécontentement des détaillants. Elle (la CFDT) leur a soumis en vue d'actions communes le texte de la déclaration des syndicats et des partis de gauche du 8 Novembre en insistant sur le caractère anti-capitaliste des objectifs poursuivis, qui mettent en cause tant le gouvernement que le patronat. Cela devient plus absurde encore que la CGT. Cette dernière en effet propose aux commerçants une lutte contre les "monopoles" et le gouvernement, ce qui a au moins l'avantage d'être formellement logique. Mais la CFDT propose à des marchands de lutter contre le capital qu'il parasite. Autant demander du lait à un bouc!"

Les fascistes ou le programme commun pourraient à la rigueur entraîner les commerçants dans l'attrappe-nigaud de la

lutte contre les "gros". Mais quand M. Maire leur demande de devenir "anti-capitalistes", il leur demande de signer leur arrêt de mort. En fait, la CFDT ne croit pas à son propre baratin. Elle cherche simplement à paraître un peu plus à gauche que la CGT avec son "anticapitalisme" de pacotille, de façon à grignoter quelques ouvriers crédules.

Mais le but de toute cette démagogie effrénée est essentiellement de noyer toute réaction ouvrière dans le flot larmoyant des jérémiades démocratiques et inter-classistes. Un grand mouvement "populaire" sur un objectif concret et précis : la vie chère, dans lequel toute tentative par la classe ouvrière de s'attaquer au capital puisse être traitée de "division" — voilà le rêve de M. Séguy; tant que les ouvriers sont noyés parmi la masse des "victimes" du gouvernement, la gauche peut manoeuvrer, contrôler la classe, rassembler les "voix" des mécontents. Il faut à la gauche dans les conditions actuelles, pour parvenir au pouvoir, une classe docile, disciplinée, qui répond aux consignes syndicales et un glissement des voix de la petite bourgeoisie.

La gauche sait très bien que le seul dénominateur commun des prolétaires et des petits commerçants, c'est un anti-gouvernementalisme superficiel qui ne peut trouver son expression que sur le terrain "politique" des élections. Ce terrain est son terrain en tant que fraction du capital, et de plus, il est le terrain où les travailleurs, atomisés et passifs ne lui poseront aucun problème.

Et dans cette opération, les gauchistes tiennent leur place habituelle, comme on va le voir.

Comment les gauchistes s'associent à cette opération

L'hebdomadaire "Rouge" du 16 novembre 1973 se permet de critiquer le PC qui soutient "inconditionnellement les petits commerçants". "Rouge" une fois

de plus a le cul entre deux chaises et dit calmement sans rire, "le mouvement actuel des commerçants ne peut être soutenu inconditionnellement" (Nous soulignons). "Rouge" sera sans doute obligé de poser aux commerçants ses "conditions"! Le ridicule ne tue plus. Dans un accès de démagogie, "Rouge" abandonne toutes ses réserves et il se permet de dire que "les petits commerçants auraient tout à gagner à un système socialiste de distribution où ils ne seraient plus à la merci du grand capital, où ils n'auraient plus à payer les conséquences des aléas de la vente". Belle découverte ! Dans un "système socialiste", les commerçants, le marché et la vente existeront-ils toujours ? Evidemment, il n'y aurait plus d'aléas ! Le capital s'accumulerait en toute tranquillité ! Nous n'avons pas eu connaissance de ce socialisme-là. Il faut se rendre à l'évidence : soit nous ne connaissons pas la B.A. = B.A. du marxisme, soit ces théoriciens sont en train de "révolutionner" le socialisme.

"Lutte Ouvrière", elle, ne s'embarasse pas de toutes ces nuances et reproduit le mot d'ordre du PC (inadmissible d'après "Rouge") "Halte à la vie chère" parce qu'"il rassemble tous les mécontents". LO se jette sans scrupules dans les bras des petits commerçants. "Le petit commerce a lui, face au pouvoir, les mêmes intérêts (sic !) que les travailleurs, victimes de la même inflation. C'est là qu'ils doivent chercher leurs alliés, s'ils veulent réellement voir leur sort changer." (LO, 26/11/73 page 12) La logique du frontisme amène ce groupe dans le populisme le plus abject. Ces populistes fustigent la CFDT qui est trop intransigente et qui "dressera ouvriers et petits boutiquiers les uns contre les autres... quitte à ne pas toucher les intérêts des grandes surfaces, des grands industriels, des grandes banques. Tout comme ce fut la politique de la gauche au Chili, celle qui mena directement à la catastrophe actuelle". (op cit) Ce raisonnement nous laisse pantois : la "gauche" a réalisé l'Unité Populaire avec plusieurs couches de la population et c'est cette politique qui a fait faillite au Chili, comme en Espagne et en Fran-

ce en 1936. C'est cette politique qui a toujours fait faillite, qui a amené les prolétaires à la boucherie. Lutte Ouvrière feint d'oublier ces circonstances et affirme que si cette politique de vaste alliance avait été réalisée il n'y aurait pas eu de massacre au Chili.

Nous réaffirmons que les prolétaires n'ont pas à prendre parti dans la lutte sans merci que se livrent les différentes fractions du capital, ils ont encore moins à prendre parti pour la lutte des commerçants, ils ne défendent pas les petits capitalistes contre les gros et encore moins des fractions arriérées. Si au 19^e siècle, les révolutionnaires prenaient parti pour certaines fractions de la bourgeoisie, c'était en vue de permettre le développement du capitalisme qui était encore un système progressiste. Aujourd'hui, il est définitivement entré dans sa phase de décadence, les révolutionnaires n'ont plus à soutenir des luttes bourgeoises, ils ont encore moins à prendre parti pour des couches condamnées par les secteurs encore dynamiques du capital.

L'attitude du prolétariat

"Toutes les autres classes se placent sur le terrain de la propriété privée des moyens de production et ont comme but commun la conservation de la société actuelle". Cette phrase d'Engels est aujourd'hui encore le fondement de la position du prolétariat sur la question. Le prolétariat, classe en lutte contre l'économie marchande n'a aucun intérêt commun avec les couches qui en vivent. Il ne peut former sa conscience politique et son organisation de classe que par la lutte contre les positions des classes moyennes. Cette lutte est le seul moyen de précipiter le passage de ces couches au prolétariat.

En effet, ce n'est qu'en montrant le maximum de détermination dans la défense de son programme et en s'affirmant

comme porteur de la seule solution à la crise, la destruction de la société marchande, que le prolétariat peut forcer la neutralité des couches moyennes.

Les fractions petites bourgeoises ne sont révolutionnaires que dans l'immence de leur passage social au prolétariat.

En attendant, "les ouvriers devront porter tout seul le poids de la révolution" Gorter (Réponse à Lénine sur "la maladie infantile du communisme"-1920). Il nous faut tirer la leçon de cinquante ans de contrerévolution et d'alliances avec les couches petites-bourgeoises. Le prolétariat a été sans cesse massacré sous le drapeau de l'Unité Populaire. Il faut d'une part démystifier la fraction de "gauche" de la bourgeoisie qui pour arriver au pouvoir réclame une large alliance avec les couches moyennes. D'autre part, lutter pour que le prolétariat conquière son autonomie face à toutes les couches bourgeoises et qu'en unifiant ses luttes, il impose son programme. Il faut réaffirmer qu'un petit nombre de petits-bourgeois rejoindront le programme prolétarien seulement si cette autonomie se dégage clairement.

En conclusion, nous disons que chaque fois que le prolétariat a perdu son autonomie de classe et accepté de se battre pour les buts des classes moyennes, sa défaite était acquise d'avance et celle des classes moyennes avec elle. Les couches moyennes devront accepter, de gré ou de force, la solution prolétarienne à la crise : leur propre disparition en tant que producteurs indépendants et leur intégration dans une économie socialisée et associée c'est à dire la dissolution de la production marchande.

— Roux